

# France et Russie : Une interview de M. Rakovski

[Christian Rakovsky](#)

*Source : Interview publiée dans le journal allemand Neue Freie Presse le 5 septembre 1927 et traduite en français dans le Bulletin quotidien de presse étrangère, n°3649, 10 septembre 1927. Notes MIA.*

*De Paris, 5 septembre : Des bruits relatifs à la possibilité d'une rupture des relations franco-russes<sup>1</sup> ont couru à plusieurs reprises au cours de ces derniers temps, tout récemment encore à la suite de soi-disant « révélations » d'un grand journal de Paris. J'ai demandé à l'ambassadeur de la Russie des soviets à Paris quel cas il fallait faire de ces bruits :*

— Sans aucun doute, a déclaré M. Rakovski, une partie de la presse mène une campagne en faveur de la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et la France. Pour quelle raison ? Certainement pour plusieurs raisons : d'abord sous la pression d'influents groupes industriels étrangers, qui ont intérêt à empêcher notre commerce avec la France, particulièrement le commerce du pétrole, pour lequel il est actuellement beaucoup question d'un monopole de l'achat du pétrole étranger. Dans ce monopole, le pétrole russe, de l'avis unanime de tous les gens compétents, jouerait un rôle particulièrement considérable. Abstraction faite de ces raisons d'ordre économique, cette campagne constitue indubitablement aussi un prélude à la campagne électorale française qui va s'engager.

« Je ne crois pas qu'il y ait en France des hommes politiques sérieux, – pas même à droite –, qui envisageraient d'un cœur léger une rupture entre leur pays et la Russie des soviets. D'après ma manière de voir, la France n'aurait rien à gagner à une rupture des relations. La France a moins qu'un autre pays intérêt à déchaîner un conflit sur le continent. »

## **Les rapports avec la France sont devenus plus difficiles**

— Votre situation en France est-elle devenue plus difficile depuis la rupture entre la Russie et l'Angleterre ?<sup>2</sup>

— Il n'est pas contestable que notre situation est devenue bien plus difficile, non tant dans nos rapports avec le gouvernement français, que dans nos rapports avec une partie de l'opinion publique française.

« La légèreté avec laquelle une partie de la presse parle actuellement de la possibilité d'une rupture, est certainement la conséquence de la rupture avec l'Angleterre. Une telle agitation doit naturellement avoir des répercussions sur nos rapports avec la France, mais je crois, malgré cela, que l'opinion du

---

1 Le 28 octobre 1924, après la reconnaissance de l'URSS par la France, Léonid Krassine était nommé représentant plénipotentiaire de l'URSS en France où il commença à préparer les négociations officielles sur les questions des dettes, du crédit et de la propriété. Mais les négociations officielles ne s'ouvrirent que le 25 février 1926, alors que Krassine et Rakovsky avaient « échangé » leurs postes d'ambassadeurs à Londres et à Paris. C'est donc Rakovsky qui mena ces pourparlers pendant plus d'un an et qui n'aboutirent pas à cause de la campagne de la presse réactionnaire française qui entraîna finalement son départ de Paris le 16 octobre 1927.

2 Le 12 mai 1927, les autorités britanniques menèrent une perquisition au siège londonien de l'Arcos, l'organisme soviétique de gestion des relations commerciales anglo-soviétiques, précipitant ainsi en juillet une rupture des relations diplomatiques anglo-soviétiques.

Français moyen nous est, après comme avant, sympathique. Je crois connaître ici l'opinion publique moyenne et puis dire qu'elle est absolument pacifique. »

### **La question du pétrole**

« Je voudrais, dans cet ordre d'idées, m'étendre encore tout particulièrement sur la question du pétrole russe, contre lequel est menée une campagne inouïe. Notre production de pétrole s'accroît dans des proportions considérables, notre exportation de pétrole dépasse déjà de beaucoup l'exportation d'avant-guerre.

Comme, d'autre part, notre pétrole est meilleur et à meilleur marché et que sa présence sur le marché international a contribué très notablement à faire baisser les prix, il est tout naturel que les grands trusts du pétrole s'efforcent de nous évincer du marché.

Celui qui a monté la campagne contre nous, est sir Henry Deterding, le directeur de la Royal Dutch Co, connue aussi sous le nom de Shell & Co. A lui s'est jointe, bien qu'avec quelque réserve, la Standard Oil of New Jersey, tandis que d'autres groupes du Standard American, tels que Standard Oil of New York et Vacuum Oil, se sont déclarés pour nous. Ces derniers ont même conclu avec nous des contrats à long terme pour l'achat de produits de naphte russe, et la Standard Oil Co, de New-York, a déjà construit une grande raffinerie de pétrole à Batoum. Il n'y a là que des oppositions très naturelles.

Toutefois, la campagne de sir Henry Deterding contre nous devient intolérable, quand elle fait intervenir dans une affaire purement commerciale des arguments politiques. Cela est d'autant plus étonnant que Deterding nous a acheté, en 1922 et 1923, des quantités considérables de pétrole et que, de même que d'ailleurs la Standard Oil of New Jersey, il a, l'année dernière encore, négocié avec nous. Ils se sont tournés contre nous parce que nous n'avons pas voulu consentir à leurs conditions, qui sans doute étaient très séduisantes, mais avaient le grand inconvénient qu'elles tendaient à absorber notre syndicat du naphte, et que, pour des raisons politiques aussi bien qu'économiques, nous n'avons pas voulu consentir à cette condition. »

### **Majorité et Opposition en Russie**

J'ai demandé en outre à M. Rakovski ce qu'il fallait penser de la lutte, entre l'opposition et la majorité en Russie :

— C'est une grave erreur que de croire que, dans la dernière séance plénière du comité central du parti communiste russe, tel ou tel groupe ait été victorieux. Il n'y a eu de victoire que celle de l'idée de l'unité du parti et du gouvernement soviétique. On juge nos discussions au sein du parti en prenant comme base le critère parlementaire. On croit assister à un changement de gouvernement.

« Ceci encore est une grave erreur. Ce qui se passe actuellement au sein du parti communiste russe, n'est pas une conséquence de l'affaiblissement de l'autorité du parti ou du pouvoir du gouvernement des soviets, mais un résultat du renforcement de ce pouvoir.

« Au temps de la guerre civile, il n'y avait pour nous qu'un problème, le problème de la défense militaire. Lorsque cette période fut close et que nous entrâmes dans la période du relèvement économique, nous nous trouvâmes en face de problèmes pour lesquels nous ne pouvions trouver de solutions dans l'histoire d'aucun pays. C'est en nous fondant sur nos propres expériences et sur nos théories, que nous dûmes chercher cette solution, et cela signifie discussions, débats, divergences de vues. »

— Et la question des dettes ?

— La question des dettes d'avant-guerre n'est plus en discussion. Les points litigieux ont été réglés et je suis fermement convaincu que l'accord sera signé en automne.

## **Les relations avec l'Allemagne**

— La signature du traité de commerce franco-allemand a-t-elle quelque importance pour la Russie ?

— Nous avons toujours accueilli avec sympathie de bons rapports entre l'Allemagne et la France. Nous sommes d'avis que les relations amicales entre le gouvernement des Soviets et le Reich allemand ne peuvent être qu'affermies par la consolidation politique de l'Allemagne. Plus l'Allemagne deviendra indépendante, plus sa coopération au relèvement économique de la république des Soviets nous deviendra précieuse. Nous combattons toute politique qui conduirait à l'isolement de la Russie des Soviets, et, de ce point de vue, nous redoutons des accords exclusifs.

« Nous nous félicitons par contre de toute politique qui contribue à faire disparaître les oppositions, principalement les oppositions qui existent entre nous et les autres pays. Nous avons mis nos intérêts en harmonie avec ceux de l'Allemagne. Il y a lieu d'espérer que nous aboutirons, dans les questions encore pendantes, à une entente avec la France, et je n'abandonne pas l'espoir que nous arrivions plus tard aussi au même résultat avec l'Angleterre. »

Dr Düesberg.